

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DE.VA.EL

« La Sablière »
58000 Saint-Éloi

Références : 250498
Code AIOT : 0025100036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement DE.VA.EL, implanté au lieu-dit « La Sablière » - 58000 Saint-Éloi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection, réalisée de manière inopinée dans le cadre d'un Comité Opérationnel Départemental Anti-Fraude (CODAF), avait pour objectif principal de contrôler les conditions d'entreposage des déchets sur le site. Elle visait également à examiner la conformité administrative des activités exercées et à vérifier le respect des quantités de déchets autorisées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DE.VA.EL
- « La Sablière » - 58000 Saint-Éloi
- Code AIOT : 0025100036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DE.VA.EL. (DEchets VALorisation Elimination) est autorisée par arrêté préfectoral n° 58-2017-11-06-001 du 6 novembre 2017 à exploiter une plate-forme de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, sur la commune de Saint-Éloi (58). Le site et l'exploitation ont été rachetés par la société ASTRADEC le 28 décembre 2020. L'exploitation était gérée jusqu'en avril 2022 par la société DE.VA.EL et est aujourd'hui exploitée par la société ASTRA RECYCLAGE, appartenant au Groupe ASTRADEC, mais la procédure de changement d'exploitant n'a pas été faite selon la réglementation en vigueur.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1 ^{er}	/	Suspension	3 mois
2	Astreinte	Autre du 09/07/2021, article 1	Susceptible de suites	Suspension	3 mois
3	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 181-47	Susceptible de suites	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1er & 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, déchets	6 mois
5	Rétention des aires et locaux de travail - installations de compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 2.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Suspension	3 mois
6	Entreposage des déchets (non dangereux non inertes)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Suspension	3 mois
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 49 et 50	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site est irrégulière, le stockage non maîtrisé des déchets de bois sec présente un risque incendie important.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1 ^{er}
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 1.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en transmettant à l'inspection des installations classées le rapport de l'audit environnemental portant sur la nature, la composition, la qualité et la stabilité technique des matériaux remblayés sur les parcelles des terrains cadastrées 208, 209, ainsi que sur la partie ouest par rapport à la canalisation de gaz qui traverse le site suivant une direction nord-sud des parcelles de terrains cadastrées 1535 et 1569 ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en faisant réaliser le contrôle des eaux superficielles. Ce contrôle a lieu en période pluvieuse (d'octobre à juin), via des prélèvements et analyses sur les eaux pluviales issues de son site. Les paramètres contrôlés sont ceux définis aux articles 4.3.12 et 4.3.14 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé. Les analyses sont assurées suivant les normes en vigueur ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017 en déposant un dossier de porter-à-connaissance concernant l'exploitation d'une station de transit de produit minéraux et en cessant cette activité dans l'attente d'une régularisation.
Constats : Le rapport de l'audit environnemental demandé au premier point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé n'a pas été transmis à l'Inspection. Il en est de même pour le contrôle des eaux superficielles, qui n'a pas été réalisé. Un dossier de régularisation administrative a été déposé par l'exploitant en décembre 2022. Suite à ce dossier, l'Inspection a envoyé une demande de compléments à l'exploitant le 22/11/2023. Parmi les éléments demandés, une mise à jour de la situation administrative était attendue.

L'exploitant n'a pas répondu à cette demande de compléments et ne s'est donc pas positionné quant à sa situation administrative.

Les constats de l'inspection sur les activités du site sont les suivants :

- présence de bois sec dans une quantité non estimable, supérieure à 50 000 m³,
- présence de déchets inertes dans une quantité non estimable,
- tri de déchets industriels, pour un volume estimé supérieur à 1 000 m³,
- présence de compost, un andain est présent sur site ainsi qu'un broyeur. L'exploitant indique que l'activité de compostage est arrêtée,
- présence de déchets dangereux dans une quantité supérieure à 1 tonne.

Les déchets dangereux et les déchets industriels semblent récents et en mouvement sur le site, ce qui correspondrait à une activité de tri, transit et regroupement.

En ce qui concerne le bois sec, dont le statut de déchet n'est pas défini, le compost et les déchets inertes, et en se basant également sur les constats des inspections précédentes, il semble que ces éléments soient présents sur site depuis plus de 3 ans, ce qui correspondrait à une activité de stockage.

Même si l'exploitant a indiqué ne plus exercer l'activité de compostage, la présence d'un andain et d'un broyeur conduit l'inspection à considérer ses activités dans la situation administrative.

Ainsi, d'après les constats de l'inspection, la situation administrative du site relèverait *a minima* des rubriques ICPE suivantes :

- 1532 : Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues : Autorisation
 - 2760-3 : Installation de stockage de déchets inertes : Enregistrement
 - 2714 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : Enregistrement
 - 2716 : Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes : Enregistrement
 - 2780 : Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation : régime à définir en fonction de la capacité de traitement
 - 2260 : Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels : régime à définir en fonction de la puissance du broyeur
 - 2718 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux : Autorisation
- Le site est exploité sans les autorisations et enregistrements administratifs requis.

L'inspection souligne le fait qu'elle n'a pas observé de moyens de défense et lutte contre l'incendie lors de la visite du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Astreinte

Référence réglementaire : Autre du 09/07/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux - 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est rendue redevable de l'astreinte administrative suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un montant journalier (jours calendaires) de 50 € (cinquante euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2020, susvisée, pour ce qui concerne le remblaiement des parcelles non autorisées n° 209, 1535, 1564, 1565, 1566, 1567. <p>Cette astreinte prend effet dans un délai de 9 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> <p>L'astreinte est liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est toujours exploitée et remblayée sur les parcelles cadastrales n° 209, 1535, 1564, 1565, 1566, 1567. Ces parcelles sont intégrées au dossier déposé en 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Suspension</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Changement d'exploitant

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 181-47</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit</p>

<p>d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p> <p>III. - Par dérogation au II, pour les ouvrages mentionnés aux rubriques 3.2.5.0 et 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 et les installations utilisant de l'énergie hydraulique, la déclaration est faite préalablement au transfert.</p> <p>Elle comprend, outre les éléments prévus au II, des pièces justifiant les capacités techniques et financières du nouveau bénéficiaire.</p> <p>S'il entend s'opposer au transfert, le préfet notifie son refus motivé dans le délai de deux mois.</p> <p>IV.-Par dérogation au II, pour les installations relevant de l'article L. 515-32 autres que celles mentionnées au 3° de l'article R. 516-1, l'exploitant informe le préfet préalablement au transfert envisagé.</p> <p>Cette information comporte les éléments mentionnés au III.</p> <p>Le préfet exerce son droit d'opposition au transfert dans les délais et conditions prévus au même III.</p> <p>V.-En outre, pour toutes les installations relevant de l'article L. 515-32, l'exploitant informe, au préalable, le préfet de tout changement du nom, de la raison sociale ainsi que du siège de la société exploitant l'établissement et de l'adresse de ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection de 2022 relevait que le changement d'exploitant au profit d'ASTRA RECYCLAGE n'avait pas été fait.</p> <p>L'exploitant a fourni en réponse une déclaration du changement d'exploitant d'une installation classée relevant du régime de la déclaration en date du 17/05/2022.</p> <p>Cela n'est pas satisfaisant, la réglementation applicable en matière de changement d'exploitant pour les installations relevant du régime de l'autorisation est rappelée <i>supra</i>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire sa demande de changement d'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er & 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registres entrant et sortant

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants ...</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants ...</p>
Constats : <p>L'inspection de 2023 relevait que certaines informations obligatoires n'étaient pas mentionnées, principalement concernant l'origine des déchets entrants (raison sociale, numéro de SIRET et adresse du producteur, de l'expéditeur et du transporteur ainsi que le numéro de récépissé concernant ce dernier) et la destination des déchets sortants. Il avait également été remarqué que l'exploitant utilisait la dénomination DIB qui n'a plus d'existence légale.</p> <p>Le jour de la présente inspection, le registre des déchets entrants et sortants pour la période du 04/07/2024 au 04/07/2025 a été présenté à l'inspection. Celui-ci présente toujours les mêmes éléments manquants. La dénomination DIB apparaît également.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit disposer d'un registre des déchets complet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Rétention des aires et locaux de travail - installations de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue :

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. À cet effet, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.7 ou au titre 7 Déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection de 2023 relevait que la benne de stockage des déchets dangereux était stocké sur l'emprise de la plate-forme de compostage.</p> <p>Lors de la présente inspection, les déchets dangereux étaient stockés en bas du site, loin de l'emprise de la plate-forme de compostage.</p> <p>En revanche, des fûts contenant des matières dangereuses fraîchement livrés sur site, n'étaient pas stockés sur rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'une aire étanche et équipée de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Suspension</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Entreposage des déchets (non dangereux non inertes)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Organisation des zones de stockage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>[...]Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur

utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Constats :

L'inspection de 2023 relevait que la zone de tri et celle d'entreposage de bois de déchetterie se situait à proximité directe de l'activité de compostage. Ce qui constituait une non-conformité, la distinction des zones d'entreposage devait être mieux marquée et indiquée sur un plan.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que l'activité de compostage était arrêtée, mais des andains de compost et un broyeur de végétaux étaient toujours présents sur site.

Les zones de tri des déchets types "DIB", d'entreposage du bois étaient toujours à proximité de la zone d'entreposage du compost. Par ailleurs les quantités de déchets de bois sont telles qu'il est impossible de distinguer une zone claire et définie de stockage de ce type de déchets.

Ces entreposages se font à ciel ouvert, soumis aux eaux météoriques.

Suite à ces constats, il est proposé la suspension des activités de stockage, tri, transit et regroupement de ces déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 49 et 50

Thème(s) : Risques accidentels, États des stocks

Prescription contrôlée :

Article 49 : État des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Article 50 : État des matières stockées-dispositions spécifiques

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du Code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer *a minima* les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, *a minima*, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour *a minima* de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour *a minima* de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Constats :

L'état des matières stockées est disponible numériquement sous la forme d'un tableau. Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks pour le 04/07/2025. Celui-ci est mis à jour quotidiennement et comporte les éléments suivants :

- code dépôt ;
- lieu de dépôt (qui ne distingue pas ASTRADEC ENVIRONNEMENT et ASTRA RECYCLAGE) ;
- code produit ;
- type de produit (bois, cartons, ferrailles, etc.) ;
- stock ;
- unité ;
- prix unitaire ;
- montant.

L'exploitant précise que les états des matières stockées ne sont pas totalement représentatifs de la situation de l'établissement, dans la mesure où certaines données concernent des déchets et matériaux issus du second site « ASTRA RECYCLAGE », situé au « Champ des Charbonnières » sur

la commune de Saint-Éloi. En outre, certains types de matériaux et déchets présentent des mentions négatives, l'état des stocks est en conséquent erroné.

Par ailleurs, l'état des matières stockées ne comporte pas l'ensemble des informations exigées à la présente prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection un état des matières stockées strictement représentatif de l'établissement concerné par la présente inspection. En outre, celui-ci doit comporter l'ensemble des informations prévues aux articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois